

# L'émergence d'un nouveau sentiment européen

## ÉLECTIONS EUROPÉENNES

À trois semaines des élections européennes, la Fondation pour l'innovation politique publie, en partenariat avec « Le Figaro », les résultats d'une étude réalisée auprès de 15 130 Européens (1).

Elle ne porte pas sur les intentions de vote mais sur les enjeux, sur les choix qu'ils sont prêts à faire, ou encore sur les domaines dans lesquels ils souhaitent voir l'Union accroître ses efforts.

PAR DOMINIQUE REYNIÉ (\*)

L'ENQUÊTE révèle un large soutien à l'Union : 56 % des Européens considèrent que, dans la globalisation, le fait pour leur pays d'appartenir à l'Union est une chance. Cependant, cette appartenance est jugée d'une façon d'autant moins positive que les Européens interrogés sont plus âgés. Si les deux tiers des 18-24 ans (65 %) voient l'Union comme une chance, ce sentiment n'est partagé que par la moitié des plus de 55 ans (52 %). Ce fait est nouveau. Pour un continent engagé sur la voie du vieillissement démographique, il pourrait se révéler déterminant.

L'ensemble des catégories sociales considère l'appartenance de leur pays à l'Union comme une chance. Seuls 17 % des Européens y voient une menace. Cette réponse atteint toutefois près d'un quart chez les personnes ayant cessé leur scolarité avant l'âge de 16 ans (23 %), un cinquième des retraités (20 %), trois ouvriers sur dix (31 %) et un chômeur sur quatre (24 %). Les classes populaires et les groupes sociaux les plus fragiles expriment ainsi leur attente d'une puissance publique commune. Plus d'un quart des Européens (27 %) affirment qu'un candidat proposant d'augmenter en priorité les dépenses de l'Union dans le domaine des affaires sociales et de l'emploi les inciterait à voter en sa faveur. L'absence d'enjeux importants susceptibles d'impliquer les Européens explique largement la faiblesse de l'intérêt pour les élections européennes. Partout, le scrutin est détourné à des fins

nationales et les électeurs qui le refusent marchent vers l'abstention.

## S'adapter à la nouvelle donne

Ce ne sont pas les électeurs qui ne s'intéressent pas aux élections européennes, ce sont les élections européennes qui ne sont pas intéressantes. Il est pour le moins frappant de constater que, d'un côté, 56 % des Européens jugent que leur appartenance à l'Union est une chance, tandis que, d'un autre côté, 53 % déclarent ne pas s'intéresser au scrutin du 7 juin. Est-ce l'Europe qui est en cause ou bien la manière de faire de la politique ? Interrogés sur les meilleurs moyens de faire entendre leur opinion par les responsables politiques, les Européens ne plébiscitent aucun des items suggérés : adhérer à un parti (13 %) ou à un syndicat (10 %) ne séduit pas plus que manifester (11 %), signer des pétitions (14 %) ou s'exprimer sur des blogs (13 %). Participer à des débats publics ne rallie pas grand monde (20 %), tandis que les formes d'action plus conflictuelles comme la grève (7 %) ou plus radicales comme le blocage des activités économiques ou des moyens de transport (4 %) restent très marginales. Seul le vote emporte une sorte d'adhésion relative (46 %).

Nos classes politiques devront s'adapter à la nouvelle donne car la globalisation est entrée dans les consciences et avec elle une autre idée de l'Europe. Ce sentiment ne procède pas d'un idéal relancé mais des premières expériences du siècle. Les Européens sont à la recherche d'une puissance publique supplémentaire, non seulement capable de les protéger mais aussi de fortifier leurs nations qui ne peuvent relever seules les nouveaux défis planétaires. Ils ne l'imaginent pas en lieu et place de leurs puissances publiques nationales mais à côté, comme en appui.

(1) L'enquête a été menée en partenariat avec le Center for European Studies, la Fondation Konrad-Adenauer, la Fondation Robert-Schuman et la société WPP.

Les résultats complets sont disponibles sur le site [www.fondapol.org](http://www.fondapol.org) et [www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr) à partir de midi.

(\*) Professeur des universités à Sciences Po, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique.

## L'Europe : chance ou menace ?

Personnellement, diriez-vous que dans le contexte général de la mondialisation - c'est-à-dire des échanges des biens et de la libre circulation des personnes - l'Union européenne constitue pour vous ... ?

plutôt une chance ... plutôt une menace ... ni l'un, ni l'autre

	plutôt une chance	... plutôt une menace	... ni l'un, ni l'autre
Luxembourg	64%	22%	11%
Danemark	63%	28%	5%
Malte	61%	19%	12%
Finlande	61%	9%	22%
Chypre	60%	32%	7%
Slovénie	60%	17%	18%
Moyenne des 27	56%	17%	20%
Belgique	47%	14%	36%
Suède	46%	11%	35%
Slovaquie	45%	15%	30%
Lituanie	44%	25%	16%
Hongrie	41%	14%	40%
Pays-Bas	41%	11%	47%
Royaume-Uni	22%	17%	56%
Irlande	72%	21%	3%
Allemagne	70%	21%	1%
Espagne	68%	15%	12%
Rép. Tchèque	67%	22%	6%
France	67%	21%	8%
Estonie	67%	12%	16%
Italie	65%	13%	16%
Pologne	55%	13%	19%
Bulgarie	55%	6%	21%
Grèce	54%	35%	9%
Autriche	50%	29%	17%
Portugal	50%	21%	19%
Roumanie	50%	13%	25%
Lettonie	47%	21%	22%

La différence entre le total des trois réponses et la somme de 100% correspond à la part des personnes interrogées qui ne se prononcent pas.



Enquête réalisée par TNS Sofres entre le 25 mars et le 15 avril 2009 dans les 27 États membres de l'Union européenne auprès de 15 130 Européens âgés de 18 ans et plus (par téléphone ou en face à face selon les pays).



## Les raisons variées de l'euroscepticisme

Selon les pays, la conjoncture économique joue beaucoup sur les sentiments que les citoyens européens nourrissent à l'égard de l'Union.

L'OPINION européenne combine des logiques sociales et des logiques nationales. Certaines singularités sont parfois frappantes. Lorsque l'on cherche les pays dont l'opinion nationale se distingue fortement de l'opinion européenne moyenne, on se retrouve presque toujours face à des Britanniques. Ce n'est pas une légende. À la question: «*Personnellement, diriez-vous que dans le contexte général de la mondialisation, l'Union européenne constitue pour vous une chance ou une menace?*», ils ne sont que 22% à répondre «*une chance*», pour 56% en moyenne européenne. La grande majorité des Britanniques interrogés répondent «*ni l'un ni l'autre*» (56%), soit 36 points au-dessus de la moyenne...

### Irlandais et Britanniques aux antipodes

On pensera peut-être à l'esprit insulaire, mais notre enquête montre que l'explication géographique ne peut suffire. En effet, si moins d'un quart des Britanniques considèrent l'appartenance de leur pays à l'Union comme une chance, les trois quarts des Irlandais voisins (72%) expriment leur satisfaction de faire partie des Vingt-Sept. Irlandais et Britanniques se situent donc, sur cette question, aux deux bords opposés. De même, 58% des Irlandais se déclarent intéressés par les élections européennes pour 42% seulement des Britanniques.

Deux pays voisins, et qui, hier encore, n'en formaient qu'un,

peuvent porter un regard très différent sur leur appartenance à l'Union: 67% des Tchèques mais seulement 45% des Slovaques considèrent que leur appartenance à l'Union est une chance. Les réponses des Européens de l'ancien bloc communiste divergent d'ailleurs suivant les pays. Comme les Tchèques, les Estoniens (67%), les Slovènes (60%), les Polonais (55%) et les Bulgares (55%) se situent dans la moyenne européenne (56%) en jugeant que leur appartenance à l'Union est une chance. Comme chez les Slovaques, l'enthousiasme est moins grand chez les Roumains (50%), les Lettons (47%), les Litoniens (44%) et les Hongrois (41%).

Ces résultats reflètent une conjoncture économique singulièrement difficile. C'est aussi pourquoi ces Européens sont plus disposés à voter pour des candidats qui proposeront d'augmenter les dépenses de l'Union en faveur de la «*croissance économique*»: pour une moyenne de 31%, cette option atteint 40% pour les Estoniens, 42% pour les Slovaques, 45% pour les Polonais, 51% pour les Lettons, 54% pour les Litoniens et les Roumains, 55% pour les Bulgares ou 63% pour les Hongrois.

De même, si un quart des Européens (27%) jugent qu'un candidat leur donnerait envie de voter pour lui en proposant d'augmenter en priorité les dépenses de l'Union dans le domaine des affaires sociales et de l'emploi, cette opinion atteint un niveau plus élevé parmi les Polonais (31%), les Estoniens (36%), les Lettons (37%), les Bulgares (39%), les Hongrois (40%) ou les Slovaques (47%). Si les logiques sociales se combinent avec des logiques nationales, l'histoire se combine aussi avec la géographie.

D. R.

## Ce que les jeunes demandent à l'Europe

La catégorie des 18-24 ans est celle qui est la plus attachée à l'Europe, mais c'est aussi celle qui manifeste le moins d'intérêt pour le scrutin du 7 juin.

SI LES JEUNES Européens (18-24 ans) s'abstiennent davantage que leurs aînés, ils affichent pourtant un attachement à l'Union bien plus marqué : 65 % d'entre eux considèrent que, dans le contexte de la globalisation, l'Union est une chance, soit 9 points au-dessus de la moyenne (56 %). Chez les étudiants, l'Europe fait un triomphe (72 %). En même temps, seuls quatre jeunes citoyens sur dix semblent concernés par les élections de juin (40 %), une écrasante majorité (58 %) affichant son désintérêt envers le scrutin.

Celui-ci ne doit pas être analysé comme un désintérêt pour l'Union dont les jeunes Européens attendent beaucoup. Leur deman-

de est d'abord pragmatique, voire utilitariste : 47 % d'entre eux se disent prêts à soutenir un candidat qui proposerait d'augmenter en priorité les dépenses des 27 dans les secteurs de l'éducation et de la formation. Ce chiffre atteint même 53 % chez les étudiants. Viennent ensuite la croissance économique (28 %), les affaires sociales et l'emploi (28 %) et enfin la santé publique (25 %).

### Protection de l'environnement

L'accroissement des efforts dans la lutte contre le changement climatique et la protection de l'environnement occupent également une place importante (28 %) parmi les attentes des nouvelles générations. Invités à choisir, pour rester à budget constant, les domaines dans lesquels ils accepteraient une diminution des efforts de l'Union, les jeunes citent prioritairement les domaines de la défense et de la sécurité (35 %)

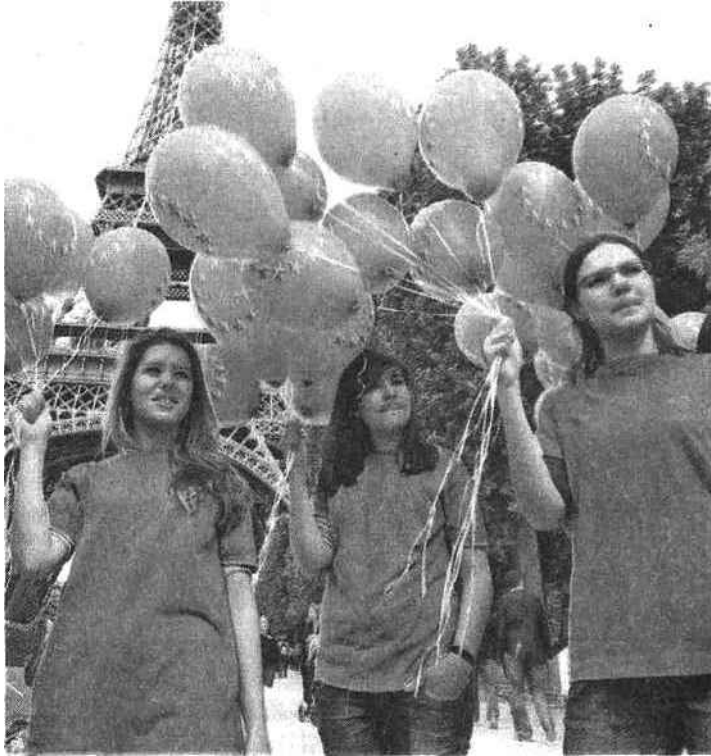
mais aussi l'aide aux pays voisins de l'Union et aux candidats à l'adhésion (33 %).

À la question «*par quels moyens préféreriez-vous être informés pendant la campagne pour les élections européennes*», près de la moitié d'entre eux citent Internet (46 % et 48 % des étudiants) pour 28 % en moyenne de l'Union. Conséquemment, ils sont aussi plus nombreux à considérer que le meilleur moyen de faire entendre son opinion est de s'exprimer sur des blogs ou des forums (17 %). Ce résultat confirme que les jeunes citoyens délaissent de plus en plus l'espace audiovisuel d'information, d'échange et de discussion pour investir l'espace électronique. Les politiques européens devront accélérer leur adaptation, encore bien trop timide, s'ils veulent avoir quelque chance d'être entendus par les plus jeunes de leurs concitoyens. De l'intérêt à l'acte de voter, le chemin est

cependant encore long. Convaincre les nouvelles générations sera d'autant moins facile que celles-ci affichent un relatif désintérêt pour la pratique électorale. Seuls 40 % considèrent le vote comme le meilleur moyen de faire entendre leur opinion, tandis que 19 % désignent la manifestation (22 % parmi les seuls étudiants).

Pour le moins, d'ici au 7 juin, les candidats devront faire preuve de sérieux et d'imagination pour intéresser et convaincre ce jeune électorat. Les partis politiques ne pourront pas compter sur la notoriété de leurs candidats : seuls 5 % des jeunes s'y déclarent sensibles. En revanche, un quart d'entre eux citent l'expérience dans les questions européennes (25 %) et la garantie de s'occuper à temps plein des fonctions de député européen (24 %) comme les éléments les plus à même de les inciter à voter en faveur d'un candidat

**D. R.**



**Des jeunes Français sur le Champ-de-Mars, lors de la Journée de la fête de l'Europe, le 9 mai à Paris. Ludovic/Rea**